

# Les savoirs salariés

## Essai sur quelques théories du capitalisme cognitif

Pierre ROLLE

### *Un thème critique*<sup>1</sup>

Aussi longtemps qu'a duré l'Union soviétique, les apologistes des deux camps ont déclaré décisive l'opposition de deux principes, celui de la cohérence collective par la planification, et celui de l'ajustement des initiatives individuelles par l'échange direct. De cette antinomie justificatrice, beaucoup d'auteurs ont tiré la conclusion que la victoire finale de l'occident était celle du marché, c'est-à-dire de l'individu, et que ce triomphe était, en tant que tel, irréversible. Les agents économiques, enfin émancipés, ne voudront plus reconnaître entre eux d'autres liens que ceux qui sont dictés par leurs intérêts réciproques. Comment une collection quelconque de personnes, échappant on ne sait comment à cette configuration universelle, pourrait-elle se regrouper et vouloir en contester les règles ?

Cette opinion, aujourd'hui dominante, affirme intrépidement l'harmonie théorique d'un monde dont nous expérimentons pourtant tous les jours les déchirements et les bouleversements. Pour rendre compte de notre modernité, comme l'on dit, il faudra sans doute redonner sens à la pensée critique, c'est-à-dire, à tout le moins, soumettre à examen les notions par lesquelles nos sociétés veulent qu'on les pense. Doit-on accepter, par exemple, que notre système économique soit caractérisé par la primauté supposée du

---

1. Ce texte a été réécrit pour tenir compte, autant que possible, des observations et des critiques aussi amicales que pertinentes qui m'ont été faites par Jean-Claude Delaunay et Roland Lew.

*marché* ? On a établi depuis longtemps que cette institution ne se constitue pas par la pure affirmation des individus, et qu'elle doit être instaurée et codifiée par des collectifs. Le bien essentiel de l'économie marchande est d'ailleurs un bien symbolique, la monnaie, qui n'existe que par la garantie d'un pouvoir. Si donc les pays capitalistes l'ont emporté, c'est, selon beaucoup d'auteurs, parce qu'ils ont su, mieux que ceux du socialisme autoritaire, rassembler leurs citoyens autour d'un compromis national où les différentes classes négociaient leurs avantages spécifiques, et dont l'État maintenait la cohérence d'ensemble. Dès lors que la politique des nations est charpentée par une telle *régulation*, la pensée critique retrouve toute sa portée. Elle permet de déceler les disparités du système productif, prétendument autonome, et d'explicitier les conditions sociales de son fonctionnement que l'axiomatique économique présuppose le plus souvent sans le dire, ou ne révèle que par sa propre incomplétude.

Cette théorie interprète sans doute de plus près que les maigres formalisations de l'économie néoclassique les événements de notre histoire récente, mais s'applique plus difficilement à ceux d'aujourd'hui. Les auteurs qui l'ont élaborée ou développée, Michel Aglietta ou Robert Boyer par exemple, semblent incapables de rendre compte dans ses termes de la phase contemporaine du capitalisme, celle qu'aurait ouverte selon eux l'épuisement du compromis « fordiste ». Plus grave encore : les hypothèses qu'ils formulent paraissent démentir les principes mêmes de la théorie dont ils se réclament. La nouvelle régulation qu'ils croient observer, basée sur les fonds salariaux, n'est d'aucune manière la satisfaction, même partielle ou biaisée, d'une revendication du mouvement ouvrier. Il est trop clair que Aglietta et Boyer veulent interpréter le cours des événements actuels comme s'il découlait d'une transaction originelle dont on ne voit ni les termes ni les protagonistes, et s'efforcent de voir encore une volonté dans les efforts d'adaptation auxquels sont astreints aujourd'hui les salariés. D'ailleurs, les avantages que ces auteurs discernent à ce nouveau régime du travail ne se révéleront, de leur propre aveu, qu'après coup, lorsque les syndicalistes auront consenti à cette mutation.

S'il était avéré que l'on ne peut trouver du mécanisme supposé de la régulation aucun autre exemple que le « fordisme » lui-même, ne faudrait-il pas restreindre la portée de la théorie qui en est faite, en contester la périodisation, et, en fin de compte, en réviser les principes ? Peut-être les phénomènes que l'on cherche à interpréter signalaient-ils moins une mutation du système capitaliste qu'un

ensemble de mesures prises dans des pays développés qui se trouvaient atteindre un degré sans précédent de salarisation, et ceci au cours d'une crise et d'une guerre l'une et l'autre mondiales. La théorie souffre, semble-t-il, d'un paradoxe fondamental : elle présente le compromis rooseveltien, c'est-à-dire une tentative de conciliation étatique interne aux États-Unis puis aux autres nations occidentales, comme caractéristique d'une période dont nous savons, du reste, qu'elle fut celle de l'expansion des marchés, des conflits entre puissances coloniales et d'affrontements multiples sur toute la planète.

Bien des auteurs refusent pourtant cette remise en cause parce qu'elle leur paraît nous ramener à une phase antérieure de l'analyse, celle de l'économie pure néoclassique, et invalider toute capacité critique. Dans l'hypothèse de la régulation, remarquent-ils, le travail, activité sociale par excellence, est reconnu comme telle. Le régime de la production n'est pas rapporté d'emblée à des conditions naturelles ou techniques, mais découle d'un choix collectif originel, dont les effets façonnent également les rapports entre les protagonistes sociaux, et même la forme des interventions de l'État. Les groupes et les classes sont décrits comme capables de revenir sur les conditions qui leur sont faites et de les modifier. Il s'agit donc moins de réfuter les analyses en termes de régulation que de remédier à leur échec<sup>2</sup>. Ce projet conduit à accepter plus ou moins la périodisation d'origine, ainsi que l'hypothèse selon laquelle les formes locales du travail, instaurées par les organisateurs tayloriens, alimenteraient directement la dynamique d'ensemble qui modèle la société. Autre postulat précieux, qu'on ne veut pas abandonner sans lutte : les agents sociaux, même lorsqu'ils consentent aux contraintes de la production, préservent leurs aptitudes à l'autonomie et à la résistance, aptitudes qui s'exercent dans le quotidien de l'entreprise et se sont manifestées au grand jour pour mettre fin à la période fordiste.

### ***Du salariat à la participation***

Parmi les diverses analyses qui mettent en avant les transformations du capitalisme du fait de l'accroissement de la

---

2. Cf., par exemple, les essais réunis dans le numéro de mai 2000 de *Multitudes* et l'ouvrage de Carlo VERCELLONE (éd.), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, La Dispute, 2002.

quantité de connaissances nécessaires à la production, beaucoup appartiennent, semble-t-il, au courant de pensée que nous venons de décrire. Ces théories nous font espérer un desserrement des cohérences du système par la subversion de son mécanisme premier, l'emprise de l'entreprise sur le travail. Elles semblent devoir conduire à un programme politique réformiste, dans lequel l'extension du secteur public de l'éducation et de la recherche ferait progressivement reculer le secteur marchand et renverserait son hégémonie sur la société.

De multiples observations semblent confirmer cette thèse et leur convergence suggère qu'il existe entre elles plus qu'une vague compatibilité. On constate ainsi aisément qu'en beaucoup d'endroits, l'activité de travail se transforme. La plupart des salariés, dans nos sociétés occidentales tout au moins, sont désormais employés dans ce que l'on appelle le secteur tertiaire. Sans doute est-on en droit de discuter la signification réelle qu'il faut accorder à cette évolution, et de se demander si elle annonce effectivement une modification analogue des autres modèles nationaux. Faut-il, aujourd'hui encore, retenir l'hypothèse selon laquelle la structure de nos pays reste un modèle que cherche à imiter le reste du monde ? Ou bien faut-il admettre qu'elle ne représente plus qu'un élément d'une division du travail déjà planétaire, source d'inégalités récurrentes, qui a rejeté la production manufacturière dans d'autres régions du monde ? Quoi qu'il en soit, il reste que le travail industriel lui-même ne consiste plus tant en interventions directes sur la matière qu'en manipulations de signes et en constructions de dispositifs unis et réglés par des langages.

En conséquence, soutiennent beaucoup d'analystes, l'engagement et l'initiative des salariés deviennent leur qualité première. Dans l'atelier même, et plus encore dans l'agence ou le laboratoire, il est impossible désormais de prescrire avec précision les gestes du labeur. Partant, on ne peut négocier avec la personne en charge chacune de ses interventions, ni marchander sa participation : celle-ci doit être le ressort même de la relation de travail. N'est-ce pas d'ailleurs, argumentent les mêmes auteurs, ce que reconnaissent les entreprises, qui abandonnent de plus en plus les vieilles méthodes d'administration des salariés par catégories de qualification, pour adopter une gestion par les compétences ? On ne sélectionne plus les employés à partir de leurs capacités présumées et standardisées, on les choisit et on les rémunère en fonction de leurs résultats et des aptitudes personnelles plus ou

moins identifiables qui leur permettent de s'adapter au mieux aux postes et aux carrières proposés.

Selon les mêmes analystes, l'apparition de cette nouvelle qualité du travail marque l'inversion d'un mouvement séculaire, qui avait fortement déséquilibré le contrat d'entreprise. En réduisant la capacité d'initiative des opérateurs, en les rendant interchangeable, le capital s'était assuré, dans l'échange salarial, une constante prépondérance. Aujourd'hui, nous dit-on, l'émancipation des travailleurs redevient concevable. Mieux encore : elle n'exigera plus le recours à un pouvoir politique hégémonique, lequel déplace et confisque la subordination traditionnelle du salarié bien plutôt qu'il ne l'abolit. L'affranchissement ne s'effectuera pas non plus, comme l'imaginait Marx, par la libération de la personne échappant au travail. Elle se réalisera, irrésistiblement, par l'affirmation de la personne à travers le travail retrouvé.

Marx, nous rappelle-t-on, avait décrit lui-même l'histoire industrielle comme le progrès de la maîtrise du capital sur le travail. Elle aboutit à la disparition des formes spécifiques des métiers, par une répartition des tâches qui désarticule les procédures antérieures et fragmente les gestes, et par la prescription de techniques et de normes. Au bout de ce processus, celui de la *subsumption réelle* succédant à la *subsumption formelle*<sup>3</sup>, l'activité de l'opérateur a perdu toute spécificité. Le travail, nous annonce-t-on, était devenu ce travail abstrait prévu par la théorie, celui qui, docile aux besoins du capital, se mesure précisément dans l'échange salarial et se cristallise dans la valeur de la production. On soupçonne l'ampleur des transformations que la concrétion nouvelle de l'activité de travail, si elle se vérifiait, devrait provoquer dans l'ensemble des mécanismes capitalistes.

### ***Un capitalisme de la connaissance ?***

Ce renversement de l'évolution séculaire nous est décrit comme le passage d'un travail d'intervention matérielle à des traitements de symboles. Les initiatives que l'on attend des nouveaux

---

3. Rémy HERRERA et Carlo VERCELLONE, « Transformation de la division du travail et théories de la croissance endogène », Journées d'étude du Matisse (Modélisations appliquées - trajectoires institutionnelles - stratégies socio-économiques), octobre 1999.

travailleurs ne peuvent, en conséquence, être prescrites. Elles doivent être élaborées par ces agents eux-mêmes à partir de la formation qu'ils ont reçue. Formation qui partout s'accroît : dans tous les pays développés, on constate l'allongement de la durée des études et l'accroissement de l'effort national pour l'éducation et la recherche. Le perfectionnement et le renouvellement des dispositifs productifs sont reconnus de plus en plus par les divers États comme la source première de leur dynamisme.

Or, ces changements d'importance sont, au jugement de nombreux analystes, difficiles à interpréter, et même à formuler, dans les termes de l'économie traditionnelle, qu'elle soit néoclassique ou marxiste. Si l'on doit parler d'un capitalisme de la connaissance, ce n'est donc pas seulement à cause de l'expansion de ce secteur, qui est financé par des fonds publics d'une manière assez classique : c'est d'abord parce que ce développement bouscule les schémas d'analyse reçus. Comment les entreprises s'incorporent-elles ces connaissances ? Comment l'usage qu'elles en font accroît-il la valeur de leur production ? Cette appréciation se produit-elle par l'intermédiaire du moyen de production, en l'occurrence immatériel, ou de l'activité humaine ? Mais une découverte, une loi scientifique, un procédé technique, ne sont pas des capitaux, même si le système des brevets les rend, par convention, appropriables pour un certain temps. Ces connaissances agissent-elles alors en accroissant la valeur concédée à son produit par le travail qui les met en œuvre ? Cette question n'a pas de sens dans l'axiomatique néoclassique. Elle a, par contre, selon beaucoup d'auteurs, une réponse immédiate dans l'analyse marxiste : le travail qui donne la valeur à la marchandise est le travail abstrait. Le travail concret, fut-il qualifié, ne peut, dans cette interprétation, céder au produit plus de valeur qu'un autre travail, sauf s'il agit comme vecteur de ce surcroît et non son origine. Ainsi, la nature de cette valeur nouvelle échappe à toutes les formalisations classiques. Qu'en conclure ? Si l'on consent à ressusciter la notion de facteur de production, pourtant abondamment critiquée, on dira, trop commodément, que la connaissance représente un facteur supplémentaire. Si l'on s'en tient à la théorie de la valeur, on devra admettre que la connaissance en perturbe le fonctionnement, et peut-être qu'il faut

concevoir un capitalisme nouveau qui ne reposerait plus sur cette loi<sup>4</sup>.

Pourtant, de telles hypothèses laissent insatisfait. Elles ne résolvent pas l'énigme que l'on nous propose, mais au contraire l'obscurcissent. Un système où le capital ne s'approprierait plus la valeur de la production obtenue par la location d'un travail salarié, lequel est rémunéré indépendamment de l'usage que l'on en fait, ce système serait-il encore capitaliste ? La question est décisive. Avons-nous les instruments analytiques qui permettraient d'y répondre ? Il est évident que les solutions aux énigmes contemporaines ne peuvent se lire sans plus d'effort dans les théories d'hier, et il est possible qu'on ne puisse même plus les exprimer dans leurs termes. On ne peut exclure que la formalisation de notre système économique comme capitalisme doive être elle aussi rejetée. Encore faut-il, pour en décider et éprouver si ces notions ont gardé quelque pertinence empirique, leur conserver leur cohérence et s'obliger à ne les abandonner qu'au profit d'une cohérence supérieure. De ce point de vue, la théorie du capitalisme cognitif peut sembler paradoxale : elle admet, dans un premier temps, une caractérisation marxiste de notre société qu'elle prétend conserver dans un second temps, alors même qu'elle en détruit la logique. Peut-on résoudre l'antinomie en la développant en une histoire ? Le capitalisme aurait-il existé sous une forme pure avant de devenir cognitif dans sa phase critique, qui est peut-être finale ? La démonstration devra alors tenir compte du fait que l'accroissement de la formation des travailleurs est une évolution commencée depuis longtemps, et qui s'est poursuivie tout au long de ce que l'on appelle le capitalisme. Non sans contradiction d'ailleurs, l'école étant, comme on sait, tout à la fois le lieu où l'on distribue des connaissances et celui où l'on intronise les futures élites salariales.

Mais l'augmentation des savoirs formalisés — car c'est seulement de ceux-ci qu'il s'agit — introduit-elle vraiment dans la production un troisième terme entre le capital et le travail ? On peut penser, tout au contraire, que cette augmentation naît du développement de ce rapport lui-même, qu'elle reproduit et élargit. L'industrie s'éloigne ainsi de l'artisanat, où les habiletés et les compétences n'étaient sans doute pas moindres, mais ne pouvaient

---

4. Patrick DIEUAIDE, « Quand le capitalisme dit adieu à la valeur travail », in Jean-Claude DELAUNAY (éd.), *Le capitalisme contemporain*, L'Harmattan, 2002.

être détachées de la personne. Ce que Marx désignait comme la subsomption réelle s'opère précisément lorsque les apprentissages empiriques sont remplacés par l'acquisition de notions universelles et polyvalentes, extérieures donc au travailleur qui doit chercher à les acquérir et à se les approprier. Dans le rapport salarial, en effet, le salariant a, par essence, la possibilité d'imposer au salarié la technique opératoire aussi bien que son emploi. Le privilège que possédait l'homme de métier de transmettre personnellement ses expériences et des procédés à des apprentis lui est retiré d'emblée. Les savoirs du travail sont explicités et élaborés en dehors de la pratique, qu'ils dominent bientôt, et codifiés à partir de principes qui en facilitent la transmission et l'accroissement. Dans des écoles et des universités, la production des travailleurs qualifiés peut, dès lors, être assurée sur la même échelle que celle des installations et des outillages auxquels ils devront être affectés, et que les investisseurs développent de leur côté. Cette formation est collective, et souvent organisée par les États.

La science moderne, celle qui est fondée sur des axiomes, des applications et des observations réglées, est donc née en même temps que le travail salarié, celui dont l'usage et les connaissances s'émancipent des travailleurs. L'un et l'autre développement illustrent le fait que, dorénavant, la production n'est plus le résultat d'une rencontre entre des individus, et que le contrat qui lie une personne à son entreprise n'est qu'une réalisation locale d'un rapport collectif dont l'État est à la fois un organe privilégié et l'ordonnateur dernier.

### ***Marx peut être, mais comment ?***

Peut-on reprendre les thèses de Marx et en extraire celles qui, aujourd'hui encore, pourraient nous aider ? L'erreur en la matière serait de les soumettre à l'épreuve de vérification spécifique que les économistes néoclassiques se sont imposée à eux-mêmes. Les concepts marxistes ne visent pas à établir quelque système de prix que ce soit, et ne peuvent être validés par ce moyen.

L'économie néoclassique part d'un échange spécifié, c'est-à-dire d'un événement instantané dont nous savons par ailleurs qu'il est inclus dans de nombreux cycles et périodes. Mais cet événement ne livre rien de ses déterminants et demeure indéchiffrable. Des investissements divers, des techniques longuement élaborées, des phases de formation et d'emploi, entre autres processus, ont concouru à la production de la marchandise



offerte, mais toutes ces temporalités sont invisibles dans la synchronie de l'échange. L'analyse néoclassique s'efforce ensuite de résoudre ce paradoxe et d'introduire la considération de durées et de circuits dans une axiomatique et des techniques d'observation qui les ont exclus d'avance.

Si ce que l'on appelle la théorie de la valeur est nécessaire à l'analyse de notre présent, ce qui reste à prouver, il faut admettre qu'elle se construit par une démarche inverse, mais ne nous livre pas pour autant la compréhension des institutions multiples, des organisations disparates, des comportements et des stratégies des divers agents. Comment la formuler d'ailleurs, cette fameuse théorie, que les tenants du capitalisme cognitif mettent en avant, pour en énumérer les avatars et en révéler les crises ? Il faut évidemment récuser en la matière les métaphores communes, selon lesquelles le travail créerait la valeur, ou s'y cristalliserait, ou encore en représenterait la substance, terme éminemment mystique... Peut-être que ce que l'on appelle la loi de la valeur ne signifie-t-il que ceci : les différentes mises en œuvre de l'activité humaine se comparent à travers leur production, et cette comparaison provoque des transferts de personnes et de moyens qui tendent à égaliser ces emplois autour du plus efficace. La confrontation ne s'effectuerait pas au terme d'une période déterminée, mais tout autant déroulerait et ordonnerait les temps. Elle ne se référerait pas à un étalon préexistant, mais définirait et modifierait perpétuellement ses propres standards, les activités se mesurant à travers les usages, les usages à travers les activités.

Entre la valeur, qui se présente comme un principe général d'organisation et de développement de la vie collective, et le prix, contrepartie monétaire d'un échange discret et localisable, il faudrait donc non pas chercher un mécanisme de *transformation*, mais interposer toute la physiologie sociale. De l'une à l'autre formalisation, la perspective change du tout au tout. On sait que les mécanismes isolés par l'analyse néoclassique s'accomplissent par des comportements spécifiques : l'achat, l'épargne, l'investissement, la consommation, par exemple. Par contre, les catégories de Marx se réalisent dans le temps, à travers les multiples initiatives des agents sociaux dont elles révèlent les contraintes croisées. Si donc il convient de distinguer la valeur d'échange et la valeur d'usage, ou bien la plus-value obtenue dans

une entreprise individuelle et sa redistribution entre tous les capitaux, l'ordre de ces concepts ne traduit pas des séquences de conduites correspondantes. Il n'existe pas, par exemple, un mécanisme identifiable qui serait celui de la réduction du travail complexe au travail simple, réduction qui serait indépendante et préalable à la création de valeur par l'exercice de ce dernier travail. Il n'y a rien d'autre qu'un ensemble de déplacements d'individus entre l'école et l'entreprise, ou d'un emploi à l'autre, des barèmes de prix, des taux de bénéfice et des échelles de salaire sans cesse révisés. Dans la vie sociale, l'usage se vérifie en même temps que l'échange, le travail abstrait se détermine à chaque moment dans la panoplie des travaux concrets et le profit obtenu par l'entrepreneur est déjà réparti au moment où il apparaît dans sa comptabilité.

La loi de la valeur ne désignerait que l'articulation dernière de ces différentes déterminations et des durées dans lesquelles elles agissent. Dans quel espace la loi jouerait-elle ? Là encore, la détermination est forcément réciproque, au contraire de ce qui est obscurément supposé dans l'axiomatique néoclassique. Quelqu'un a-t-il jamais su quel territoire enferme les différents marchés, territoire que l'équilibre général est censé pourtant recouvrir et ordonner ? Est-ce la région, la nation, l'univers, ou une étendue conventionnelle, qui représente le cadre ultime de l'analyse ? Par contre, les mouvements qui constitueraient le jeu de la valeur se produisent dans les espaces qu'ils déterminent eux-mêmes, espaces éminemment variables. Le capitalisme, forme générale de ces mouvements, est identifiable là où ses normes d'emploi et d'investissement modèlent les collectifs. Indifférent aux frontières, il est, dès son origine, mondial.

### ***Qu'est-ce que le travail abstrait ?***

Les différentes interprétations du texte marxien s'opposent particulièrement à propos de la théorie du travail abstrait. On nous invite souvent à comprendre par ce terme un travail privé de toute qualité par une division forcenée des tâches et une organisation autoritaire de la production. Un tel travail, devenu homogène et donc quantifiable, serait alors utilisable par le capital pour mesurer et hiérarchiser ses productions comme ses ressources.

Il faut, à ce point, revenir sur l'analyse du travail et de sa double nature. L'activité d'un individu, synthèse de mécanismes physiologiques et psychologiques autonomes, spécifiée de surcroît par des expériences, des entraînements et des apprentissages

propres, ne devient travail que dans les rapports sociaux qui la mobilisent. Elle ne prend une valeur que dans cet usage, valeur qui la maintient utilisable dans l'ensemble du système. Le travail, activité forcée, ne devient pas pour autant assimilable au mouvement d'une machine. Sans doute s'agit-il de se conformer à des procédures et des normes extérieures ; mais l'adaptation de l'homme à une situation quelconque ne se réalise que sous la forme d'une spontanéité, d'une invention personnelle, laquelle peut seulement être facilitée par des exercices ou une formation antérieurs. La standardisation des procédés de production n'entraîne pas celle des comportements, mais les met en tension. D'ailleurs, l'organisation du travail, si minutieuse soit-elle, ne cherche qu'à prévoir et à canaliser la réaction des individus, et jamais à la déclencher à l'égal d'une opération mécanique. L'abstraction du travail doit donc être autre chose que son homogénéisation, laquelle est inaccessible : c'est bien plutôt un processus dans lequel l'acte concret se confronte à une norme qui se constitue et se réforme perpétuellement par la concurrence des emplois.

Pourtant, si contestable qu'elle paraisse, la conception traditionnelle du travail abstrait reste dominante. Les observations faites dans les entreprises, où les organisateurs réduisent en effet quotidiennement la portée et la spécificité des actes humains, semblent vérifier les prévisions de Marx. N'est-ce pas là l'un des rares exemples où une théorie économique obtient une confirmation conforme aux critères admis dans des sciences mieux reconnues, c'est-à-dire en prédisant les résultats d'une expérience encore à venir ? Il est à craindre, pourtant, que cette concordance ne soit que l'effet d'un malentendu. Le travail dans un poste, en devenant pauvre et répétitif, n'en demeure pas moins concret, et, d'ailleurs, n'exige pas forcément moins de savoir ou d'expérience. Quant à la théorie de la valeur elle-même, elle n'implique nullement que l'on réduise au préalable toutes les occupations à l'exercice d'une énergie humaine impersonnelle, laquelle se dépenserait dans le temps unique et linéaire du vécu individuel, qui est aussi celui des horloges. On croit communément qu'à cette condition seulement, tous les ouvrages deviendraient immédiatement commensurables et recevraient de ce fait des prix de marché proportionnels. Mais il s'agit là d'une interprétation traditionnelle qui fait de la valeur l'architecture interne du réel, une

société d'avance constituée et cohérente qui se déploie sans se transformer dans les activités quotidiennes<sup>5</sup>. Pour nous intéresser encore, la théorie de Marx doit être exprimée, ou réformée, si l'on veut, de toute autre façon.

La valeur ne peut être une qualité attachée à la marchandise qui, bien que sociale, préexisterait à l'échange et le commanderait, la monnaie n'étant, en l'occurrence, que la forme visible de cette qualité ou bien le simple instrument de sa révélation. Les équivalences instantanées se construisent à travers des durées multiples qui sont elles aussi à l'épreuve. On ne postule donc rien d'autre que la comparabilité ultime de l'activité humaine à travers toutes les formes de travail observables, si disparates que soient les institutions, les projets et les stratégies où elle se dépense, et les périodes que déploie chacun de ces usages. Le travail est ainsi détaché du travailleur, qui s'efforce de s'y conformer, et de la recherche d'emploi en emploi et d'entreprise en entreprise. Si l'on voulait réduire cette dynamique à l'effet d'une norme qui s'imposerait à chaque occupation particulière, il faudrait concevoir ce standard de travail non comme une moyenne de temps ou d'intensité, mais comme un opérateur rassemblant et modelant l'ensemble de tous les ouvrages concrets. Rien n'oblige alors à supposer que les différentes forces de travail doivent perdre toute qualité pour valider la théorie, et que toute activité, si longuement formée qu'elle puisse être, mesure, dans le temps des horloges, la même valeur de son produit que toute autre activité.

Le travail abstrait désignerait alors un aspect d'une relation fondamentale, nouée avant tout contrat particulier. Le travail simplifié, dépouillé de toute initiative et de toute originalité, s'il existe dans l'entreprise, n'est d'aucune manière une figure de ce concept, mais encore du travail concret. Est-il d'ailleurs, comme le suggèrent les tenants du capitalisme cognitif, celui que les entreprises s'efforcent de modeler tout au long de l'histoire industrielle ? En bref, le travail qualifié, vecteur de connaissances scientifiques complexes, est-il antinomique de l'organisation capitaliste de l'entreprise, sinon du jeu de la valeur ?

Cette thèse naît peut-être d'une confusion communément opérée entre les pratiques du taylorisme (Organisation Scientifique du Travail, OST) et les mécanismes essentiels de l'économie

---

5. Cette interprétation a été critiquée récemment par Michel AGLIETTA et André ORLEAN, *La monnaie entre violence et confiance*, Odile Jacob, 2002.

capitaliste<sup>6</sup>. Et d'ailleurs, peut-être se réfère-t-on, en l'occurrence, moins aux méthodes de Taylor qu'à l'image contestable que l'on s'en est fait lorsqu'on les a séparées de leur histoire. Taylor ne voulait probablement rien d'autre que d'utiliser telle quelle la main-d'œuvre qu'il trouvait aux portes de l'usine, à savoir, le plus souvent, des immigrés à peine arrivés des campagnes d'Europe. Il ne cherchait pas tant à les déqualifier qu'à les éduquer aux disciplines industrielles. Ses disciples ont transformé de fond en comble ses pratiques sans en modifier l'inspiration, lorsque les travailleurs communs ont su lire et écrire. Il s'agissait, en effet, d'éviter tout apprentissage des travailleurs par eux-mêmes, et non de renforcer l'autorité du capitaliste, puisque les procédures en cause ne pouvaient être mises en œuvre que si cette autorité était déjà assurée. D'ailleurs, s'il y a subordination du travailleur à sa direction, ce n'est pas la conclusion d'une lutte qui se serait déroulée à l'intérieur de l'entreprise, mais la conséquence d'une dépendance première qui charpente tout l'espace social.

C'est pourquoi l'objectif d'un employeur n'est pas d'abord de réduire l'autonomie, ou le savoir, de l'employé, mais de diminuer le coût du travail. Ce but peut être obtenu évidemment par la division du travail ou tout autre procédé qui diminue le besoin de travail exercé. Cette division prend souvent la figure d'une hiérarchisation rigide, parce que cet agencement permet que les connaissances et les capacités d'une personne, le cadre ou l'ingénieur, soient utilisables par les membres d'un collectif qui, par délégation de l'employeur, lui est soumis. On peut aussi assujettir le salarié à un apprentissage spécifique qui, n'étant pas transférable dans un autre emploi, ne lui sera pas reconnu. Mais ces pratiques, avantageuses pour l'entrepreneur particulier, ne sont pas celles du groupe des entrepreneurs, réuni par exemple par l'État. Ceux-ci ont intérêt à développer et à dévaloriser tout à la fois la qualification de la main-d'œuvre, au moyen d'une formation réglée, scientifique, dispensée économiquement dans des institutions publiques, et exclue du jeu de la concurrence entre les divers capitaux. C'est un fait que, loin d'être dépouillée de ses connaissances et de son autonomie, la classe des travailleurs, tout au long de l'histoire capitaliste, a été pourvue de savoirs de plus en

---

6. François VATIN, *Organisation du travail et économie des entreprises*, Éditions d'organisation, 1990.

plus généraux, alors même que chaque employeur s'efforçait, pour sa part, d'épargner sur la qualification de ses propres employés. Ceci s'est vérifié tout autant dans les périodes que l'on a déclarées tayloriennes ou fordistes, abusivement sans doute, et seulement parce que certains secteurs industriels avaient importé quelques méthodes de l'OST.

Toutes les ordonnances d'atelier ou de bureau affectent et contrôlent des salariés dont on ne sait ni les connaissances dont ils disposent, ni même les habiletés et les capacités véritablement requises par leur fonction. On utilise, pour ce faire, des indices ou des médiations de divers ordres : la carrière, les diplômes, le rang de promotion, l'opinion de l'équipe, l'évaluation de la maîtrise, sans devoir vérifier ce jugement à chaque opération, ni mettre sur pied une procédure spécifique de motivation. Le travailleur est en effet incité, ou contraint, à utiliser ses expériences et son inventivité au service de son employeur, par la pure nécessité où il se trouve d'occuper un emploi, source tout à la fois de revenu, de droits et de statut. L'autonomie dont il dispose dans son poste n'est pas par essence contradictoire à l'organisation, mais un moyen de son efficacité. Quant à ce que l'on appelle gestion par les compétences, c'est une méthode administrative nouvelle qui, dans un univers technique, il est vrai fortement normalisé, prétend ignorer les aptitudes générales de l'employé, et les rémunère selon les résultats qu'il obtient. Les analystes ont montré que l'emprise de l'entreprise sur ses membres en a été plutôt accrue que tempérée<sup>7</sup>.

Il n'y a, semble-t-il, aucune raison de croire que le travail qualifié, et même les fonctions d'innovation scientifique, échappent par nature aux procédures du salariat, même s'ils contribuent à les diversifier. Il est probable que, dans certains secteurs, la rareté relative des experts et des chercheurs leur a permis d'obtenir des conditions d'emploi et de revenu exorbitantes. Ces situations n'ont, cependant, aucune chance de s'étendre. L'expansion des universités et des centres de recherche multipliera les travailleurs de ce type, qui, à leur tour, entreront en concurrence autour des postes offerts. Les tenants du capitalisme cognitif ont peut-être oublié que, si la production capitaliste est renouvelée par

---

7. Sylvie MONCHATRE, « De l'ouvrier à l'opérateur : chronique d'une conversion », *Revue française de sociologie*, 45-1, 2004.

la science, l'activité de formation et d'innovation est, elle aussi et de plus en plus, financée et organisée comme la production<sup>8</sup>.

***Que signifie l'expansion de ce que l'on appelle l'immatériel ?***

On ne conclura évidemment pas de ces remarques que rien ne se modifie dans l'ordre social, encore moins que les concepts originels de Marx soient encore utilisables, sans plus d'examen, pour analyser le monde d'aujourd'hui. Il semble seulement que les thèses du capitalisme cognitif ne permettent pas de comprendre l'ensemble des changements que nous constatons.

Avec beaucoup d'observateurs, on remarquera ainsi la multiplication récente des biens symboliques au côté des biens matériels, et on devra s'interroger sur les causes et les conséquences de ce phénomène. La production comme la consommation contemporaines consistent plus souvent qu'hier en échanges de savoirs verbaux, d'images ou de formes, plutôt qu'en transferts de denrées durables et cumulables. S'agit-il de la découverte d'une nouvelle richesse, de nature immatérielle, qui échapperait nécessairement aux lois de l'investissement et de la valorisation du capital ? Nous serions alors au début d'un bouleversement radical de notre système économique.

On peut penser, à l'inverse, que la propriété immatérielle s'est, en fait, développée avec le capitalisme, et même si l'on en croit certains juristes, qu'elle est propre à cette forme sociale. L'entreprise s'y distingue, en effet, de l'acte de travail, et même de l'entrepreneur. La production s'effectue comme moment d'un processus autonome, lequel se déroule dans un temps spécifique qui est irréel pour chacun des acteurs. Le capital lui-même est immatériel, puisqu'il représente le mouvement qui enchaîne et supprime ses diverses matérialisations : argent, outils, force de travail, produit<sup>9</sup>. Au cours de ce circuit, il définit des ressources incorporelles de divers ordres, des méthodes, des marques, des savoirs, des clientèles, des renommées, et d'abord des crédits et des activités humaines, dont il dispose grâce à des procédures

---

8. Caroline LANCIANO-MORANDAT et Pierre ROLLE, « Un nouveau rapport Science – Industrie ? », *IX<sup>e</sup> journées de Sociologie du Travail*, 2003.

9. Dans ses premières critiques, Marx oppose cette propriété agissante à Hegel, qui ne conçoit que la prise de possession substantielle, c'est-à-dire une objectivation inerte.

diverses : contrat, coutume, délégation légale ou achat direct ou indirect.

Au vu de cette variété, on peut douter de la pertinence ultime de l'opposition entre produits matériels et immatériels, opposition au demeurant imprécise. D'ailleurs, l'analyse doit-elle partir de la nature physique de la ressource considérée ? Ou bien de la manière dont celle-ci s'intègre, ou plutôt se définit, à l'intérieur du processus productif, qui est indissolublement mouvement de la valeur et transformation du monde réel ? Les opérations à considérer seraient en l'occurrence multiples. La croissance physiologique des végétaux et des animaux est exploitée et mise à profit par la cueillette ou par les soins de l'agriculteur ; l'activité humaine est mobilisée par le financement de besoins de l'individu<sup>10</sup>, le savoir par la maîtrise de ses supports ou la location des services de ceux qui l'ont acquis ; les biens collectifs sont accessibles par des péages ou des participations politiques, et les biens gratuits de la nature sont appropriés par l'intermédiaire des dispositifs mis en œuvre pour les découvrir, les extraire, les capter ou les pêcher. Que signifie alors l'expansion de ce que l'on appelle l'immatériel, c'est-à-dire des constructions verbales et iconiques ? Bien des choses sans doute, mais peut-être d'abord l'autonomie grandissante de la programmation et de la commande des opérations sociales par rapport à ces opérations elles-mêmes. La cohésion et l'adaptation des processus ne sont plus assurées seulement par le pilotage d'individus communicants entre eux au sein de multiples institutions, et par des moyens qui leur sont propres. Les savoirs et les expériences dont disposaient ces travailleurs circulent et se coordonnent au sein de réseaux intégrés qui couvrent désormais l'ensemble de la planète. Codifiées et normalisées, ces données nourrissent de nouveaux langages, qui spécifient et amplifient le langage naturel, et sont, comme lui, infiniment mobiles, et potentiellement universels. Les constructions ainsi obtenues ne sont plus appropriables que par le biais des procédés et des machines qui le mettent en œuvre, ou bien par un privilège collectif, un brevet par exemple.

Le fonctionnement du capitalisme mondial est à coup sûr modifié par ces changements, et la régulation étatique à la fois plus nécessaire et plus contradictoire qu'auparavant. Mais le système en est-il pour autant directement menacé ?

---

10. C'est par là seulement, et par l'usage que l'on en fait, que la notion confuse de « travail » est devenue, dans le capitalisme, saisissable et mesurable.



***Vers la dissolution de l'économie de marché ?***

Peut-être faut-il mettre en avant un autre changement, qui reste souvent caché derrière l'abstraction des axiomes économiques, à savoir l'hétérogénéité grandissante des agents et des règles qui organisent la production, l'accumulation des capitaux, ou les échanges. Une énorme partie de la production mondiale est décidée, financée, combinée, normée par des collectifs multiples, des régions, des nations, des associations, des ligues, des groupes d'intérêts, des organismes internationaux, qui ne se comportent pas comme les entreprises classiques, et qui se coordonnent ou s'affrontent dans des espaces et des durées qui ne sont plus ceux de l'investissement privé. L'emploi n'est plus forcément une simple conséquence de l'investissement, la consommation une variable indépendante, et la formation de capital la conclusion du circuit productif : ces facteurs se combinent et s'entremêlent sans se confondre au sein de programmations complexes. Le développement de la recherche et de la formation, qui mobilise évidemment des financements étatiques, est, à coup sûr, l'une des composantes essentielles de cette socialisation chaotique et conflictuelle : socialisation qui a aussi pour fonction de rendre en partie maîtrisable le développement de la science, et appropriables les entités qu'elle produit, qui sont, par elles-mêmes, multipliables et utilisables sans limites.

La science est-elle pour autant une ressource et une dépense comme les autres ? N'est-elle pas, en fin de compte, à l'origine de l'accroissement indéfini de la productivité du travail, lequel atteint peut-être de nos jours cette limite que Marx avait prévue, au-delà de laquelle le calcul économique capitaliste deviendrait totalement impraticable ? On peut penser, au contraire, que la multiplication séculaire des puissances du travail se confond avec l'évolution de toute la société, et répond en même temps à l'accumulation des équipements, au perfectionnement des techniques comme à celui des hommes, à l'absorption de nouveaux peuples et l'abolition des anciennes frontières, et, en fin de compte, à la mercantilisation de toutes les relations sociales. Le progrès des connaissances n'est qu'une des composantes, évidemment essentielle, de ce dynamisme d'ensemble. Il n'entraîne pas, d'ailleurs, un accroissement proportionnel des apprentissages individuels. En les organisant et en les formalisant, la science rend les savoirs plus facilement accessibles. Les révolutions dont elle est le siège se concluent le

plus souvent par des axiomatisations plus puissantes et plus économiques, et l'application des principes nouveaux à des objets ou des réseaux techniques dispense de les apprendre<sup>11</sup>. Si les durées de formation s'accroissent, c'est d'abord parce qu'elles concernent des populations de plus en plus importantes, c'est-à-dire comme résultat d'un processus socialement conditionné.

Si l'évolution du capitalisme, ou, si l'on préfère, sa dénaturation, n'est pas imposée par la croissance irrépessible d'un de ses facteurs, à savoir les connaissances, les formes actuelles de ce développement peuvent tout à la fois exprimer les contradictions d'aujourd'hui et préfigurer les structures qui les surmonteront. Il est peut-être temps de se demander comment devrait se manifester, dans le quotidien de la société capitaliste, l'impossibilité progressive de calculer les dépenses de travail prévue par Marx, si celle-ci se vérifiait. Sans doute susciterait-elle diverses figures analogues à celles que nous pouvons observer, sans que ce constat pourtant autorise à conclure que la théorie s'en trouve définitivement démontrée. C'est peut-être la difficulté de rapporter au produit son temps de production que traduisent, ou que mettent à profit, l'instabilité des entreprises fondées sur l'utilisation du travail humain, leur regroupement en dispositifs hiérarchisés, la prédominance de la programmation sur les réactions au marché, et, en fin de compte, la prépondérance des régulations collectives, financières, et même politiques, sur celles des capitaux multiples et concurrents.

L'économie dite de marché, qui est censée faire naître un ordre social de la rencontre des individus, voit son domaine propre se réduire de jour en jour. Son principe premier, selon lequel le consommateur valide seul les choix de production faits antérieurement par de multiples agents, est tous les jours bafoué. Loin de se sentir responsable ultime, les consommateurs font appel à l'aide et à la garantie des experts, des associations, des juges, des corporations ou des syndicats pour le moindre de leur achat. D'ailleurs, une part de plus en plus importante du revenu est affectée d'avance, par la sécurité sociale, à des institutions ou des services reconnus, ou bien mis par l'impôt à disposition des

---

11. Il faut prendre garde, en la matière, aux effets de perspective. Enregistrée dans une histoire des idées, constituée indépendamment de celle des pratiques sociales, toute avancée scientifique apparaît comme un surcroît de connaissances pour l'humanité, même lorsqu'elle entraîne pour les individus la disparition de mythologies, de scolastiques ou d'axiomatiques luxuriantes.

différents pouvoirs. Les politiciens libéraux, et leurs économistes, ont beau dénoncer ce qu'ils appellent une dérive et promettre de la combattre : la norme est désormais que l'essentiel de la consommation se détermine par des affrontements entre des collectifs de diverses natures et se fixe par des décisions d'autorité.

De nouvelles formes d'usage et de fabrication s'affirment avec ces nouveaux rapports. Le phénomène le plus général est peut-être celui de la distinction et de la recombinaison perpétuelle des fonctions et des objets, tant dans la consommation que dans la production. L'outillage social se présente de plus en plus comme un ensemble d'opérations susceptibles d'être réglées et regroupées spécifiquement pour les tâches prévues. L'instrument se construit et se défait à volonté. Une innovation dans le produit n'implique plus une conversion correspondante de la machinerie. Le modèle de la commande est désormais celui du comportement, qui anime et pilote un organisme, plutôt que celui de l'enchaînement mécanique. Les soubassements, les équilibrages, les dérivations, les outils se distinguent au sein de l'appareil productif dans la durée et dans l'espace, pour s'articuler et se coordonner au moyen de langages techniques qui peu à peu s'insèrent à leur tour dans la langue commune.

La consommation, de même, se réalise par des impulsions transmises par des installations complexes, des déplacements, ou des échanges collectifs, tout autant que par l'usage et la destruction d'objets discrets, fabriqués dans des dispositifs propres. Les réseaux d'énergie, d'information ou de transport qui couvrent toute la planète sont utilisés indifféremment pour la production de nouveaux biens ou pour la satisfaction de besoins individuels. L'essentiel est peut-être que de multiples capitaux, privés, bancaires, associatifs, étatiques, se conjuguent désormais avec des forces de travail, elles aussi disparates, dans des projets complexes qui ne peuvent s'évaluer sur aucun marché. Il s'agit de développer une grappe d'entreprises, une région, un État, de préparer une reconversion, en élargissant les infrastructures existantes ou en ménageant entre elles de nouvelles connexions. Dans de telles situations, le partage des revenus, c'est-à-dire la reconstitution des capitaux employés et celle des travailleurs, s'effectue par de multiples canaux. Loin de se décider une fois pour toutes par des contrats locaux, cette répartition se fixe au cours de débats et de conflits qui traversent tout l'espace social. La distinction du public

et du privé a ainsi de moins en moins de sens, comme celle du marché et de la programmation.

Peut-être la tâche première des analystes devrait-elle être de discerner, au sein de cette évolution dont on ne connaît que trop bien les effets négatifs, les possibilités d'émancipation qu'elle recèle, et de prévoir quelque chose des institutions capables de les réaliser.